

UN TOURNANT POUR L'ÉCONOMIE MONDIALE: L'EUROPE SE REVEILLE, L'ASIE CONSOLIDE SA POSITION

Fathallah Oualalou



THINK • STIMULATE • BRIDGE

UN TOURNANT POUR L'ÉCONOMIE MONDIALE : L'EUROPE SE REVEILLE, L'ASIE CONSOLIDE SA POSITION

Fathallah Oualalou

A propos d'OCP Policy Center

OCP Policy Center est un think tank marocain « policy oriented », qui a pour mission de contribuer à approfondir les connaissances et à enrichir la réflexion autour de questions économiques et de relations internationales revêtant un enjeu majeur pour le développement économique et social du Maroc, et plus largement pour celui du continent africain. À cet effet, le think tank s'appuie sur des productions analytiques indépendantes et un réseau de partenaires et de chercheurs de premier plan, dans l'esprit d'une plateforme ouverte de discussions et d'échanges.

Porteur d'une « perspective du Sud », celle d'un pays à revenu intermédiaire africain, sur les grands débats internationaux ainsi que sur les défis stratégiques auxquels font face les pays émergents et en développement, OCP Policy Center apporte une contribution sur quatre champs thématiques majeurs : agriculture, environnement et sécurité alimentaire; développement économique et social ; économie des matières premières ; et géopolitique et relations internationales.

Sur cette base, OCP Policy Center est activement engagé dans l'analyse des politiques publiques et dans la promotion de la coopération internationale favorisant le développement des pays du Sud. Un de ses objectifs est de contribuer à l'émergence d'une « Atlantique élargie », dont le potentiel reste très largement sous-exploité. Conscient que la réalisation de ces objectifs passe essentiellement par le développement du Capital humain, le think tank a pour vocation de participer au renforcement des capacités nationales et continentales en matière d'analyse économique et de gestion.

OCP Policy Center

Ryad Business Center – Aile Sud, 4^{ème} étage - Mahaj Erryad - Rabat, Maroc

Website : WWW.OCPCC.MA

Email : CONTACT@OCPCC.MA

Tél : +212 (0) 537 27 08 60 / Fax : +212 (0) 537 71 31 54

© OCP Policy Center. Tous droits réservés

Les vues exprimées ici sont celles des auteurs et ne doivent pas être attribuées à OCP Policy Center.

A propos de l'auteur, Fathallah Oualalou

Fathallah Oualalou obtient une licence en sciences économiques à la faculté de Droit de Rabat en 1964 et un DES en économie en 1966 à Paris.

Outre son activité en tant qu'assistant au centre universitaire de recherche scientifique, il sera président de l'UNEM et responsable de la Confédération des Etudiants du Maghreb.

En 1968, il soutiendra une thèse de Doctorat en économie à Paris, avant de faire partie du corps enseignant de la faculté de Droit de Rabat, de Casablanca et de l'ENA.

De 1968 à 1997, il publiera de nombreux travaux (ouvrages, articles, etc...) dans les domaines de la théorie économique, de l'économie financière, de l'économie des pays du Maghreb et du monde arabe et des relations Europe-monde arabe.

En 1972, il participera au sein du «groupe de Rabat», au lancement de l'USFP, dont il devient un des membres influents. De 1968 à 1977, il sera également membre du bureau national du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-SUP). En 1972, avec l'économiste feu Abdelaziz Belal, il crée l'Association des économistes marocains, dont il est président depuis 1982.

Parallèlement, il sera élu à plusieurs reprises président de l'Union des économistes arabes. Il est élu plusieurs fois au Conseil municipal à Rabat et député à la Chambre des représentants.

Le 14 mars 1998, feu SM Hassan II le nomme ministre de l'Economie et des finances.M. QUALALOU était Maire de Rabat entre Juin 2009 et 2015.

Résumé

2018 marque incontestablement un tournant dans l'évolution de l'économie mondiale. L'Europe, après avoir amorcé une sortie de crise en 2017, pourrait entrer dans une phase d'expansion durable notamment grâce à une augmentation structurelle de la production industrielle, et au projet réformiste et pro-européen porté par le couple franco-allemand. L'Asie, elle, confirme sa position de moteur incontournable de l'économie mondiale, avec trois pays passant en 2018 dans le top 5 des Nations (Chine, Japon et Inde). Ces évolutions transforment le système économique mondial, et nous interrogent, nous Marocains, Maghrébins, et Africains, sur notre capacité à négocier avec cet environnement en mutation.

Un tournant pour l'économie mondiale : l'Europe se réveille, l'Asie consolide sa position

Le Maroc connaît actuellement un débat sur la révision des orientations stratégiques de développement et sur la nécessité de revisiter les politiques publiques en général. Il serait opportun, dans ce cadre, de tenir compte de l'état de la mondialisation pour saisir les positions de l'économie marocaine dans l'évolution de l'économie mondiale.

La problématique du développement économique national ne dépend pas seulement des orientations des politiques domestiques. Elle doit tenir compte également des dynamiques et des problèmes de l'économie mondiale tant au niveau de l'environnement de proximité (euro-afro-méditerranéen) qu'en ce qui concerne les espaces plus lointains, notamment ceux dans lesquels évoluent les économies émergentes.

2018 marque un tournant dans l'évolution de l'économie mondiale, tournant caractérisé par un retour au dynamisme économique en Europe (environnement de proximité) et la montée de l'Asie devenue un moteur incontournable de l'économie mondiale (environnement lointain). Nous devons alors, en tant que pays méditerranéen et africain, nous préparer à négocier avec ces changements qui concernent les deux continents européen et asiatique dans le cadre d'une mondialisation qui s'affirme depuis les années 1980 à travers des alternances entre phases d'expansion et de récession.

Le cadre général : l'évolution de l'économie mondiale depuis les années 1980

Les politiques économiques ont connu depuis les années 1980 des transformations majeures suite à la montée du courant néo-libéral rattaché alors à l'ère de Reagan et de Margaret Thatcher. Un courant qui appelait à réduire l'intervention de l'Etat et accordait la primauté aux équilibres macroéconomiques et à la lutte contre l'inflation. Il est certain que cette orientation, qui allait à l'encontre des pratiques keynésiennes prédominantes depuis la fin de la seconde guerre mondiale (les Trente Glorieuses), a relancé la mondialisation à travers la libéralisation des échanges extérieurs (sous l'égide du GATT puis de l'OMC) et la progression des transferts des capitaux.

Au milieu des années 1990, un vent d'optimisme soufflait sur le monde (l'ère Clinton), rattaché pour certains à une « mondialisation heureuse », avec ses dimensions commerciale, financière, technologique et même culturelle.

Durant cette phase euphorique, l'intégration européenne a connu des avancées remarquables : l'Union européenne – UE s'est élargie vers le sud puis vers l'est. Elle a réalisé l'unification du marché (marchandises, services, capital et travail). Elle a permis de créer en son sein la zone euro et la mise en place des frontières externes de l'Union (accords de Schengen). Dans ce contexte, les Européens se sont intéressés à la question de la paix au Moyen Orient (Madrid, Oslo), ont voulu rénover leurs relations avec les pays sud-méditerranéens (Barcelone 1995), avec les pays de l'Afrique subsaharienne (Cotonou 2000) et proposer une approche de voisinage avec les pays de leur environnement. Ce cheminement a été boosté par la disparition de l'URSS (1990) et du système de l'économie centralisée. Ce qui a ouvert des perspectives à l'élargissement de l'aire de l'économie de marché et celle du pluralisme politique. Certains se sont permis de parler de la « fin de l'histoire ».

Au début des années 1980, la Chine de Deng Xiao Ping a adhéré à la stratégie de l'ouverture et de la réforme. Depuis, elle est passée du stade d'une économie en développement à celui de l'émergence pour devenir aujourd'hui la deuxième puissance économique mondiale. La Chine est devenue l'atelier du monde et a connu des taux de croissance à deux chiffres, profitant plus que n'importe quel autre pays de l'élan de la mondialisation, notamment après son adhésion à l'OMC (2001).

La progression de la demande de l'économie chinoise en hydrocarbures et en matières premières a eu un effet positif sur les pays dits émergents (Brésil, Afrique du sud, Inde et Russie) qui ont constitué le groupe des BRIC devenu avec la Chine une composante majeure de l'économie mondiale. Le continent africain a, lui aussi, profité de la demande chinoise et a pu sortir de la stagnation qu'il connaissait depuis les années 1960. Les économies africaines ont réalisé des taux de croissance moyens de 5%.

Pour les pays émergents et en développement, cette phase euphorique a duré de 2000 à 2014. Elle leur a même permis de traverser avec une certaine sérénité la grande crise mondiale de 2008.

Cette crise, financière au départ puis économique par la suite, a impacté les pays développés à travers deux moments : celui de son déclenchement aux Etats-Unis (crise des subprimes de 2008) et celui de son installation en Europe (crise de la dette en 2012). Elle a affecté surtout les pays sud européens (Espagne, Portugal, Italie, France et surtout Grèce). Elle a même constitué un risque de survie pour l'euro.

Le transfert de la crise des Etats-Unis en Europe d'une part et son passage de la sphère financière à la sphère économique d'autre part ont contraint les gouvernements européens à multiplier les actions pour réduire la récession, le chômage, la baisse des échanges commerciaux et de capitaux. Les gouvernants ont été dans l'obligation de mettre en place des programmes de relance de l'activité économique, ce qui a conduit à un hyper endettement et à des pratiques de politiques financières restrictives. Tout ceci a eu un impact sur la mondialisation. Elle est devenue de fait, pour beaucoup, une « mondialisation malheureuse ».

Les pouvoirs publics ont commencé à s'éloigner de plus en plus des préceptes de l'OMC sur le libre-échange et à chercher, explicitement ou non, à multiplier les pratiques protectionnistes. L'élection de Donald Trump a confirmé ce tournant. Le président américain a tourné le dos aux négociations multilatérales aussi bien avec l'Europe à travers l'Atlantique qu'avec l'Asie à travers le Pacifique. Il considère que le libre-échange a évolué au détriment des Etats-Unis et en faveur de la Chine, de l'Allemagne et du Mexique.

La littérature économique a commencé à révéler certains des aspects négatifs de la mondialisation sur la répartition des revenus et des richesses : les 1% les plus riches dans le monde accaparent plus de richesses et de revenus que les 50% les plus pauvres. Elle a observé par ailleurs que la crise économique des dix dernières années s'est traduite par le rétrécissement des classes moyennes des pays développés, ce qui a contribué à la montée du populisme politique en Europe (France, Belgique, Pologne, Autriche, Hongrie) et favorisé le Brexit et l'élection du président Trump.

Des facteurs géopolitiques ont contribué de leur côté à l'installation d'un pessimisme réel de par le monde : à partir des événements du 11 septembre 2001 qui ont été à l'origine de l'intervention américaine en Afghanistan et plus tard en Irak (2003), aux péripéties de ce qu'on a appelé le printemps arabe et ses conséquences (guerres civiles, interventions de forces étrangères, confrontations religieuses et ethniques, destruction d'infrastructures et de villes (en Irak, Syrie, Yémen et Libye), montée des forces conservatrices et des pratiques terroristes dans la région avec leur délocalisation vers l'Europe notamment. Les conséquences de cet ensemble de phénomènes de déstabilisation ont touché aussi plusieurs espaces en Afrique, le Sahel notamment. Autre conséquence : déferlement sur l'Europe de grandes vagues d'émigrés

et de réfugiés qui fuient les régions déstabilisées, à la recherche de refuges, mettant le continent face à une nouvelle problématique. En accordant la priorité à la lutte contre le radicalisme et le terrorisme, le monde a du « oublier » la question palestinienne et avec elle celle de la paix au Moyen orient pourtant considérée à juste titre « la mère des questions » et la première source de tous les conflits et affrontements que connaît cette partie du monde. La défaite militaire de DAESH dans certains pays a été considérée comme l'évènement géopolitique majeur de 2017.

Il y a lieu de relever, avant de parler de 2018, certaines tendances qui se sont imposées ces dernières années : la crise économique et financière de 2008 a contribué à affermir la montée des économies émergentes et notamment celle de la Chine. Elle a ouvert des perspectives pour une nouvelle gouvernance du monde appelé à devenir de plus en plus multipolaire après avoir été bipolaire avant 1990 et unipolaire depuis l'affirmation de l'hyperpuissance américaine (H. Védrine). Les Etats-Unis ont été obligés, pendant le mandat de Obama, de créer un G20 pour inciter tous ses membres à adopter des plans de relance et mettre fin à la grande récession. Ce G20 s'est progressivement substitué aux G7 et G8 dans la gestion de l'économie mondiale. Et quand la Chine est devenue la deuxième puissance économique après les Etats-Unis, les analystes ont parlé du G2.

Les Etats-Unis ont commencé, sous le mandat d'Obama et encore plus sous celui de Trump, à prendre une certaine distance avec l'Europe occidentale dans les deux domaines économique et stratégique. Le nouveau président, nous l'avons déjà dit, a mis fin aux négociations commerciales avec l'UE et les pays asiatiques. Forts de leur nouvelle autonomie énergétique au lendemain de la découverte du gaz de schiste, les américains montrent par ailleurs une certaine propension à réduire leur intérêt pour le Moyen-Orient malgré l'affirmation continue de leur soutien inconditionnel à Israël et malgré les facteurs géopolitiques qui les obligent à renforcer leurs alliances traditionnelles au Moyen-Orient avec l'Arabie Saoudite et l'Egypte pour construire un front unifié contre l'Iran.

La sortie des Etats-Unis des accords de Paris sur le climat et des grandes négociations commerciales avec l'Europe et l'Asie constitue une véritable rupture dans le multilatéralisme.

Les pays de l'UE ont réussi à contenir les flux des réfugiés d'Irak et de Syrie grâce à un accord avec la Turquie. Ils tentent de réduire par ailleurs les flux provenant d'Afrique via la Méditerranée en mettant en place des approches politiques et sécuritaires dans le Sahel et en Libye. Par ailleurs, la multiplication des contradictions géopolitiques et économiques sino-américaines incitent l'administration américaine à redéployer ses priorités vers l'espace pacifique et la mer de Chine, et ce d'autant plus que tous les pays de cet espace sont concernés par les provocations nord-coréennes.

Depuis 2016, les pays développés ont pu dépasser les conséquences néfastes de la crise économique mondiale, d'abord les Etats-Unis et l'Allemagne puis progressivement les pays du sud de l'Europe. La hausse relative en 2017 du prix des hydrocarbures et de quelques matières premières a permis par ailleurs à quelques économies émergentes de sortir de la récession (Brésil et Russie).

Les perspectives de l'économie mondiale en 2018

Les projections du FMI et de la Banque mondiale sont les références les plus pertinentes sur l'évolution de l'économie mondiale. Dans ce cadre, on retiendra que le rapport de la Banque mondiale sur les perspectives pour 2018 indique que l'activité économique dans le monde est appelée à connaître durant les prochaines années une période d'expansion cyclique mais durable.

Les projections se fondent sur les acquis de l'année 2017 qui a connu une croissance de l'ordre de 3% au niveau mondial, contre 2,4% en 2016, grâce à l'interférence de plusieurs facteurs :

- une progression significative des investissements ;
- une hausse de la production industrielle et des échanges extérieurs ;
- un renforcement de la confiance des marchés ;
- une nette amélioration des conditions de financement grâce aux politiques accommodantes des banques centrales lesquelles ont contribué à réduire le coût du financement.

2017 peut être considérée comme une année de sortie de crise pour les économies développées. Une année où l'économie européenne a connu un début de relance permettant aux économies développées d'atteindre un taux de croissance de 2,3%.

Les économies en développement ont quant à elles amélioré leurs performances puisque leur taux de croissance y a dépassé les 4,3% grâce surtout à l'augmentation, certes relative, de leurs exportations de matières premières et d'hydrocarbures. C'est ce qui a permis au Brésil et à la Russie de sortir de la récession.

Les dernières projections indiquent que le taux de croissance se situera à 3,1% en 2018, un niveau qui pourrait baisser légèrement en 2019 et 2020.

Les banques centrales sont appelées en effet à atténuer leurs politiques accommodantes, ce qui pourrait entraîner une réduction des performances des économies développées autour de 2,2%. A long terme, les facteurs structurels, notamment la stagnation de la productivité due au vieillissement de la population, vont permettre de situer le taux de croissance des économies développées à des niveaux plutôt modestes, ne dépassant pas les 2,2%.

Les mêmes projections indiquent que le taux de croissance sera en 2018 de 4,5% pour les économies en développement. Il se situera autour de 4,7% en 2019-2020 sous l'effet de l'accroissement des exportations des matières premières. Cette considération s'applique notamment aux pays les plus pauvres dont le taux de croissance sera de 5,4%.

Si tous les indicateurs révèlent un certain ralentissement de l'économie chinoise, entre 6,5% et 6,8%, les performances de l'économie indienne dépasseront ce niveau. L'économie mondiale sera ainsi tirée par plusieurs locomotives : les économies développées bien sûr, les économies émergentes et les économies en développement. L'optimisme qui caractérise les projections économiques à moyen terme ne doit pas cacher certaines précautions qui retiennent l'attention et qui peuvent contrarier l'élan actuel de l'économie mondiale : il s'agit notamment de l'impact des facteurs géopolitiques et des pratiques néo-protectionnistes des Etats-Unis et enfin les changements dans les politiques des banques centrales qui peuvent entraîner l'augmentation des coûts de financement et peut-être le développement des spéculations.

On remarquera, début février 2018, la correction baissière de la bourse de New York, qui s'est déplacée vers l'Asie et partiellement vers l'Europe (phénomène de contagion classique). La publication des statistiques américaines a révélé que, face à la baisse du taux de chômage (4,1%) les salaires ont augmenté annonçant un risque de retour de l'inflation et donc un accroissement des taux d'intérêt. Mais, la réaffirmation de la croissance en Europe permet aux marchés de bien maîtriser cette correction.

Le réveil des économies européennes

Après 2017, année de la sortie de crise pour l'ensemble des économies européennes, celles-ci pourraient entrer dans une phase d'expansion durable à partir de 2018 sur la base notamment d'une augmentation structurelle de la production industrielle. C'est la principale conclusion de la dernière étude (décembre 2017) de IHS Markit, bureau d'information économique, qui révèle que l'indice de commande des PMI industrielles se situe à 60,6 points, niveau le plus élevé enregistré depuis 1997. C'est dire si la commande des entreprises a atteint des niveaux historiques et solidement fondés et que l'économie européenne connaîtra certainement une bonne année après 2017, année de transition.

Les Européens ont pu vaincre les sentiments de malaise et de crispation nés du Brexit et de la montée de l'extrême droite populiste dans plusieurs pays du continent. Il est certain par ailleurs que l'élection du président Macron autour d'un projet réformiste et pro-européen, assurant une plus grande coordination avec l'Allemagne à la suite du renouvellement de l'élection de Madame Merkel, va permettre à l'UE de dépasser ses contraintes politiques et de s'ouvrir une nouvelle avancée nécessaire du processus de son intégration.

Tous les indicateurs sont aujourd'hui au vert pour l'Europe même si des considérations structurelles ne permettent pas de retrouver les taux de croissance d'avant la crise. Depuis 2013, les économies européennes ont pu certes créer 7 millions d'emplois, ce qui leur a permis de revenir au niveau du chômage d'avant 2008 : de 7,8% en moyenne. Il ne dépasse pas les 3,7% en Allemagne où sa baisse a commencé, comme aux Etats-Unis, en 2009 déjà. Par contre, le chômage reste encore élevé en France (9%), en Espagne (15,6% après les 25% de 2013), en Italie (11%), au Portugal (9% après 15% en 2013). Il est clair que l'élargissement de l'espace de la flexibilité dans les législations européennes a contribué à l'amélioration du marché du travail partout en Europe. Il est clair aussi qu'il a un coût social.

L'Allemagne a inauguré début 2014 le retour à l'expansion économique alors que la France et l'Italie ont été les derniers pays à renouer avec la croissance. La Grèce, pays qui a incarné pendant 10 ans le grand malaise européen, est sortie elle aussi de la récession (avec un taux de croissance maintenant de 1,6%). Mais, il lui faudra encore plusieurs années pour gérer les conséquences de son surendettement.

Tous les indicateurs montrent que le taux de croissance en Europe dépassera les 2,1% en 2018, après 1,8% en 2016 et 2,2% en 2017. L'économie allemande joue un rôle moteur dans cette nouvelle dynamique. Sa croissance en effet atteindra, en 2018, 2,1%. Le même chiffre sera enregistré par le Portugal alors que le taux de croissance de l'Espagne sera de 2,5%, après une hausse de 3,5% en 2016. Il pourra se rapprocher de 2% en France et dépasser 1,3% en Italie.

Ainsi, les économies européennes sont enfin en train d'absorber les reculs enregistrés depuis 2008. Elles doivent maintenant consolider les bases de cette nouvelle expansion. Car le déficit budgétaire tend à se réduire dans tous les pays européens ce qui devrait contribuer à faire baisser l'endettement public et permettre aux économies de mieux réagir aux chocs extérieurs ou politiques. Si les élections en France et en Allemagne ont permis de dépasser des interrogations et quelquefois des inquiétudes, l'UE devrait se préparer à continuer ses négociations avec la Grande Bretagne sur le Brexit et à s'adapter au phénomène Trump. Il est vrai que ces deux éléments peuvent être transformés par les Européens en opportunités favorables pour les inciter à harmoniser leurs politiques et promouvoir leurs projets d'intégration.

Actuellement, l'amélioration des performances des économies européennes résulte des politiques accommodantes de la BCE. Les entreprises et les ménages européens ont profité d'un taux d'intérêt et d'un prix des hydrocarbures faibles. Ce dernier est reparti à la hausse en 2017 sans pour autant revenir à son niveau d'avant 2015. De même, les diverses sources de dynamisme domestique ont permis la genèse d'une expansion qui semble devoir devenir structurelle.

A l'occasion de la tenue du 48ème forum économique mondial de Davos (janvier 2018), les leaders européens, notamment Madame Merkel et Monsieur Macron ont tenu à réaffirmer leur hostilité à tout retour au protectionnisme et au repli sur soi, tel qu'il est prôné par les populismes. Ils ont appelé à continuer à promouvoir l'approche du multilatéralisme. Une réponse claire aux orientations américaines actuelles. Pour la chancelière allemande « l'Europe doit prendre son destin en main (sur le plan stratégique) » car, remarque-t-elle, les Etats-Unis se concentrent de plus en plus sur eux-mêmes. Relevante que la mondialisation traverse une crise majeure de fait de l'accentuation des inégalités, le président français appelle quant à lui, à lui donner un sens, « sinon, les extrémistes gagneront dans 10 ans, 15 ans, dans tous les pays ». Un plaidoyer en faveur d'une croissance plus inclusive.

Il y a cependant certaines précautions et contraintes qui attirent l'attention et qui peuvent déstabiliser à court terme, même d'une façon limitée, l'élan des économies européennes les plus avancées.

La première problématique est relative au niveau particulièrement faible de l'inflation. Elle résulte, on le sait, pour l'essentiel, des politiques volontairement laxistes suivies par la BCE depuis 2008. Le taux d'inflation n'a pas dépassé les 1,5% en 2017 en rapport essentiellement avec la hausse du prix des hydrocarbures. Il pourrait même baisser à 1,4% en 2018, selon les prévisions de cette banque. C'est dire que les éléments de dynamisme ne sont pas toujours présents, car la reprise a besoin d'être nourrie par une certaine hausse des prix pour conduire aussi à un début d'augmentation des salaires, ce qui garantirait progressivement la hausse de la consommation. On rappellera que le taux d'inflation a chuté jusqu'à 0,3% en 2009 avant de remonter à 2,7% en 2010 (du fait de la hausse du prix du pétrole) pour se situer à 0,4% en 2014 et 1,5% en 2017.

La fonction principale de la BCE est d'encadrer l'inflation. Elle a décidé cependant de continuer à acheter les obligations souveraines à la limite de 30 milliards d'euros mensuellement jusqu'au 30 septembre 2018. Elle tente en effet encore d'encourager l'activité de crédit et d'inciter l'inflation à progresser pour atteindre des niveaux acceptables. Cette politique favorise surtout les pays endettés, tels que la France et l'Italie. Mais, elle pourrait entraîner, si elle persiste, des pratiques spéculatives.

La deuxième problématique qui pourrait déranger les économies européennes est relative au niveau élevé des endettements publics, une conséquence de la réalisation des politiques de relance à partir de 2008. En effet, la dette publique moyenne s'est située, fin 2017, à 87,4%. Dans ce domaine aussi, l'Allemagne se fait remarquer par sa crédibilité puisque son taux d'endettement public par rapport à son PIB ne dépasse pas les 65% alors qu'il atteint 97% en France, 99% en Espagne, 125% au Portugal et 133% en Italie.

La troisième problématique concerne le taux de change élevé de l'euro par rapport au dollar (1,22 en janvier 2018). Il s'agit là d'une véritable contrainte pour les exportations des pays à compétitivité réduite, tels que la France et l'Italie.

La reprise prévue de l'économie européenne ne permettra pas au continent de vaincre rapidement tous ces éléments de fragilité : une union monétaire qui reste incomplète et un manque d'intégration sur le plan

fiscal et budgétaire. Enfin une population vieillissante, ce qui contraindra l'Europe à s'ouvrir dans l'avenir sur une immigration provenant de sa proximité méditerranéenne et africaine.

Ces éléments expliquent pourquoi les taux de croissance actuel et à venir seront inférieurs à ceux que les économies européennes connaissaient à la fin du XXème siècle. Les pays de l'Europe doivent réaliser donc de nouvelles réformes et revisiter leurs modèles économique et social. C'est ce que le président Macron tente de réaliser pour permettre à son pays d'approcher les normes qui prédominent en Allemagne. L'Europe a besoin également de rénover ses partenariats avec l'espace méditerranéen et l'ensemble du continent africain.

L'Asie consolide sa position dans le système économique mondial

2018 va permettre au continent asiatique de monter dans le classement des économies nationales et dans sa position dans le système économique mondial. Durant cette année, l'Inde dépassera en termes de PIB la France et la Grande Bretagne et se placera au 5ème rang mondial. Ceci nous rappelle la première décennie de notre siècle, quand la Chine a dépassé successivement la France, la Grande Bretagne, l'Allemagne, le Japon dans le classement mondial des économies nationales. Ainsi, à partir de cette année, trois pays asiatiques se situeront dans le top 5 des nations : la Chine, 2ème après les Etats-Unis, le Japon, 3ème, et l'Inde, 5ème après l'Allemagne.

C'est le Center of Economic and Business Center Research, un think tank d'économie et d'affaires britannique qui a publié ce classement en décembre 2017. L'étude assure par ailleurs que, en 2032, deux autres pays asiatiques, la Corée du sud et l'Indonésie seront classés parmi les 10 premiers pays et que Taïwan (qui fait partie de la Chine), la Thaïlande, les Philippines et le Pakistan auront intégré le groupe des 25 premiers.

Dans le même sens, PWC révèle que quatre des cinq premières économies du monde appartiendront en 2030 au continent asiatique : la Chine, qui sera alors au sommet du podium, devant les Etats-Unis, l'Inde, le Japon et l'Indonésie.

Tout ceci confirme le transfert progressif du noyau central du leadership économique mondial vers l'Asie à travers le Pacifique au détriment de l'Europe et même des Etats-Unis. La montée de l'économie indienne à la 5ème place s'accompagne d'un accroissement remarquable de ses IDE aux Etats-Unis et en Europe, notamment dans les secteurs de la sidérurgie et de l'aluminium, ce qui n'est pas sans rappeler le phénomène des IDE chinois qui s'est développé au cours des 10 dernières années. Monsieur Modi, premier ministre indien, en ouvrant le débat du 48ème forum de Davos, a d'ailleurs appelé à la promotion du multilatéralisme. C'est sa réponse à Trump lequel, dans son discours d'investiture avait, par son slogan « America first », annoncé au monde sa volonté de mettre fin à toute négociation commerciale qui pourrait consacrer le libre-échange. C'est la marque que son pays s'aligne sur la position de la Chine telle qu'explicitée par le président Xi Jinping à Davos, en 2017 déjà.

Il est sûr que ces mutations conduiront au renforcement de l'influence géopolitique du continent asiatique, ainsi qu'au redéploiement des grandes confrontations stratégiques vers l'espace Asie-pacifique. C'est dans ce cadre que la Chine renforce son rôle géopolitique dans la mer qui porte son nom et que les Etats-Unis montrent leur détermination à continuer à protéger leurs alliés, le Japon et la Corée du sud. Tout indique par ailleurs que ces deux pays, connus pour leurs atouts et performances économiques, auront tendance à accorder dans l'avenir plus d'intérêt au réarmement et aux questions stratégiques.

Ainsi émergent les prémices des contradictions géopolitiques autour de la Chine avec la présence du Japon, des deux Corée et du Vietnam dans un premier front, de l'Inde et du Pakistan dans un second et de la Russie dans un troisième. Bien sûr, ces trois fronts évolueront en tenant compte de la présence de plus en plus pesante des Etats-Unis qui cherchent cependant à partager le coût de cette présence avec leurs alliés dans la région. Tous ces pays, et notamment la Chine, auront à réaliser des arbitrages entre les interdépendances économiques entre les différentes parties d'une part et l'intérêt accordé aux questions stratégiques d'autre part. Un arbitrage entre la compétition économique et la compétition stratégique.

L'étude citée retient que la part des pays développés membres de l'OCDE dans la production mondiale ne dépassera pas les 44% en 2030 contre 76% au début du siècle. Le monde connaît aujourd'hui un tournant à travers ce basculement du noyau de l'économie mondiale vers les pays les plus peuplés, une situation qui prédominait avant la révolution industrielle quand les premières puissances économiques étaient en même temps les premières puissances démographiques, à savoir la Chine et l'Inde déjà.

Les projections du FMI sur la croissance en 2018 prévoient que celle-ci sera de 5,4% en Asie, plus rapide que la croissance mondiale (3,9%), que celle de l'Amérique du nord (2,2%), de l'Europe (2%) ou de l'Afrique (3,5%).

Ces tendances ont commencé à émerger dès le début du siècle puisque le taux de croissance des pays en développement, dont les pays africains, ont dépassé les taux de croissance des pays développés grâce aux avancées et à la demande des économies chinoise et indienne.

En 2017, la croissance a été de 6,8% en Chine et en Inde, de 6,3% au Vietnam, de 6,9% au Cambodge, de 6,6% aux Philippines, de 5,4% en Malaisie et en Indonésie. Le taux de croissance s'est par ailleurs approché des 3% en Corée du sud et de 1,5% au Japon, des niveaux similaires à ceux des économies développées. Ainsi l'écart entre l'aire des pays développés riches et celle des pays en développement a commencé à se rétrécir en faveur des pays asiatiques et, à un moindre niveau, des pays africains.

Cette montée économique du continent asiatique résulte de l'interférence de plusieurs facteurs :

- Le premier est relatif au fondement solide des économies asiatiques en matière macroéconomique, notamment des finances publiques, et à la réalisation d'excédents dans les échanges extérieurs. Il faut relever cependant que la dette publique a beaucoup progressé ces dernières années dans les grands pays : ainsi le taux d'endettement public par rapport au PIB s'élève à 240% au Japon, 69% en Inde, 48% en Chine (auquel il faut ajouter la dette des régions et des communes, élevée) et 38% en Corée du sud (à titre de comparaison, ces taux atteignent 108% aux Etats-Unis et 88% dans la zone euro). A l'origine de cet endettement, l'obligation dans laquelle se sont trouvés ces pays de prendre des mesures de relance pour atténuer les effets néfastes de la crise de 2008. Cette dette est heureusement d'origine locale pour l'essentiel.
- Le deuxième est relatif aux perspectives démographiques puisque la population asiatique augmentera de 410 millions de personnes à l'horizon 2030 (soit 50% de la progression de la population mondiale). Cet accroissement démographique s'accompagne d'une urbanisation accélérée qui ne dépasse pas aujourd'hui 40% contre 90% dans les pays développés. Le processus d'urbanisation s'accompagne, on le sait, de l'élévation de la production dans l'industrie et les services et de l'élargissement des catégories moyennes et donc de l'augmentation du niveau de la consommation. Mais les opportunités offertes par la transition démographique dans les pays asiatiques s'accompagnent aussi de leur

appropriation des technologies les plus avancées à travers les performances de ces pays en matière d'enseignement, de formation et de recherche scientifique. C'est ainsi que la Corée et la Chine, précédées par le Japon et suivies par l'Inde, ont réussi à valoriser leurs atouts démographiques en s'appropriant les nouvelles technologies, notamment dans le domaine numérique.

- La population a dépassé les 1,3 milliard en Chine et en Inde. Elle est évaluée autour de 250 millions en Indonésie, 127 millions au Japon, 51 millions en Corée du sud (à titre de comparaison, 325 millions aux Etats-Unis et 430 millions dans la zone euro). C'est ainsi que les grands pays asiatiques ont réussi à potentialiser les opportunités de la transition démographique à côté de celles offertes par les progrès technologiques dans tous les domaines de production.
- On observera cependant que le grand poids de la démographie en Asie retarde la progression du revenu individuel qui restera pendant plusieurs décennies encore inférieur à celui enregistré dans les pays développés. Le revenu d'un Chinois constitue à peine 15% de celui d'un Américain. Et celui d'un Indien, 5% !
- Ainsi, fin 2017, le revenu par tête est estimé à 38.550 dollars au Japon, 29.750 dollars en Corée du sud, 8.583 dollars en Chine et 1852 dollars en Inde (à titre de comparaison, il est estimé à 59.495 dollars aux Etats-Unis et 36.780 en zone euro).

Les économies asiatiques auront à résoudre dans les années à venir la question des inégalités dans la répartition des revenus et des richesses puisque les écarts entre riches et pauvres n'ont cessé de s'élargir parallèlement à la dynamique de la croissance. On observe que même si la pauvreté a été sérieusement réduite en Chine elle reste prégnante en Inde. Ainsi, l'étude World Wealth and Income Database, menée par 70 économistes et publiée en décembre 2017 sur les propensions de l'élargissement des écarts entre les pauvres et les riches au cours des trente dernières années révèle que le phénomène ne concerne pas seulement les Etats-Unis et les pays capitalistes développés, mais aussi les grands pays asiatiques. Selon cette étude, les 10% les plus riches s'accaparent 55% des revenus en Inde, 46% en Russie et 41% en Chine (à titre de comparaison, ce pourcentage s'élève à 61% au Moyen orient, région en tête de peloton des inégalités, 55% au Brésil, 54% en Afrique subsaharienne, 47% aux Etats-Unis et 37% en Europe, ce qui fait de ce continent la zone la plus « égalitaire » du monde.

Les pays asiatiques émergents auront à traiter aussi la problématique du vieillissement de leurs populations, notamment en Chine, vieillissement qui pourrait se traduire à long terme, par une baisse de la croissance. C'est dans ce cadre que la Chine a décidé en 2014 de revoir son modèle de développement pour le rattacher à la dynamique du marché local, à l'utilisation des technologies avancées et à l'économie verte. Les autorités chinoises considèrent que le passage à de nouvelles approches en matière de stratégie de développement permettra de vaincre « le piège des pays à revenu intermédiaire » qui a affecté certaines économies émergentes dont l'économie a tendance à stagner.

Tout ceci n'affecte pas la dynamique de rattrapage dans laquelle se trouvent les économies asiatiques. Un rattrapage qui permettra à leur continent de devenir, à partir de 2030, la locomotive de l'économie mondiale.

2018 est donc certainement un tournant. C'est l'année de la reprise des économies européennes qui sortent d'une longue crise. Elle marque une nouvelle étape dans l'histoire de la mondialisation à travers ses avancées et ses reculs et les transformations du système économique mondial. Transformations qui confirment depuis le début du siècle la montée de l'Asie et l'évolution de l'économie monde vers la multipolarité. C'est à nous, Marocains, Maghrébins, Sud-méditerranéens et Africains de trouver les réponses nécessaires aux mutations en cours pour améliorer notre propre capacité de négociation aussi bien avec l'environnement de proximité qu'avec les espaces lointains.

Bibliographiques

Banque mondiale, Rapport Global Economic Prospect. Janvier 2018.

FMI, Statistiques des perspectives de croissance en 2018. Décembre 2017.

Center of economic and business research – CEBR. Grande Bretagne. Décembre 2017.

Etude de PWC sur le classement des économies dans le monde. Décembre 2017.

World Wealth and Income data – WID World. Décembre 2017.

Le Monde, Inégalités : une menace planétaire. 15 décembre 2017.

Le Monde, L'économie européenne retrouve sa vigueur. 4 janvier 2018.

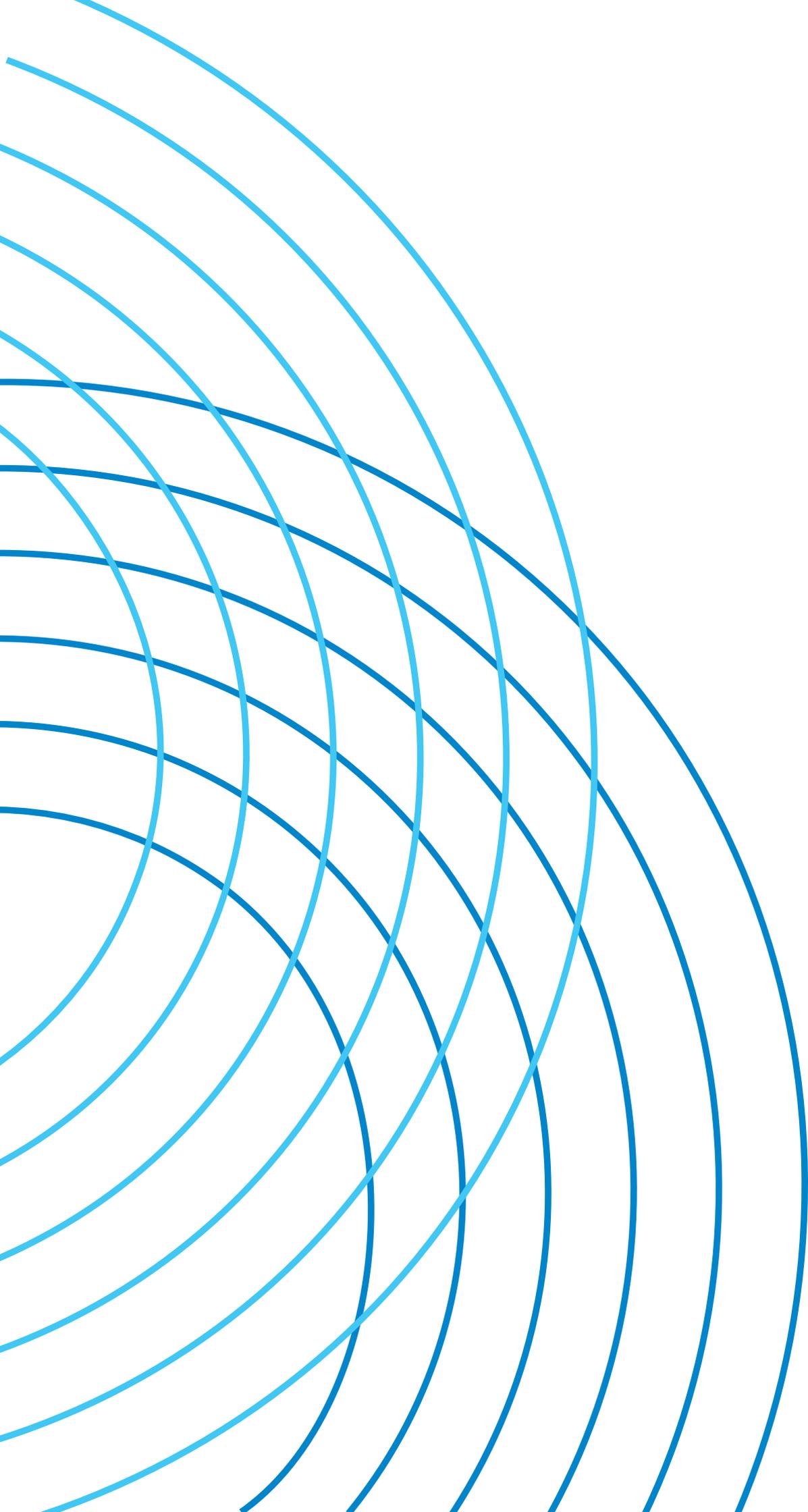
Le Monde, L'Asie bouscule l'ordre mondial. 8 janvier 2018.

Thierry de Montbrial, Vivre le temps des troubles. Albin Michel. Paris 2017.

François Lenglet, La fin de la mondialisation. Pluriel. Paris 2014.

Ramsès 2017, Un monde de rupture. Dunod. 2016.

Fathallah Oualalou, La crise mondiale économique et nous. Centre culturel arabe. Casablanca. 2009 (en arabe).







OCP Policy Center

Ryad Business Center – South 4th
Floor – Mahaj Erryad - Rabat Morocco

Website: WWW.OCPPC.MA

Email: CONTACT@OCPPC.MA

Phone: +212 5 37 27 08 08

Fax: +212 5 37 71 31 54

ISSN N° 2421-9479

Dépôt légal N° 2015PE0055